CNE L'avenir a son syndicat



Petit manuel de survie

Dinde, bûche et contre-arguments

Bon match !

Balle au centre.

Les guirlandes lumineuses ont été remontées de la cave ? On a préparé le sapin ? Bien, le match peut commencer. Quel match ?

Premier indice : le terrain sera la table familiale ou peut-être le salon, autour des chips et des olives. **C'est le terrain le plus important.** Les études scientifiques sur l'origine des opinions confirment toutes l'importance des amis et de la famille dans la formation des convictions. Les grands médias ou les partis politiques sont impressionnants, ils font beaucoup de bruit, mais leur influence réelle sur ce que chacun croit est limitée. Sur un sujet important, ferez-vous confiance à vos parents et à vos amis, à quelqu'un qui a vécu lui-même la situation ? Ou à ce qu'affirme la télévision ? Qu'on le veuille ou non, nos cercles de proches sont le lieu principal de la formation des idées.

Et c'est aussi l'endroit où l'on peut, comme au début de n'importe quel match, placer **la balle au centre** : car ce qui nous intéresse comme militant et militante pour la justice et à l'égalité, ce ne sont pas les très convaincus. La personne qui est déjà engagée pour une société juste n'a pas tellement besoin de nous. Celui qui est, au contraire, radicalement partisan d'idées racistes ou inégalitaires sera difficile à convaincre. Mais entre les deux, l'immense majorité des gens, au boulot ou en famille, cherche à comprendre, à voir ce qui serait juste. C'est pour cette très large majorité, au centre du terrain, que nous assumons toutes et tous une responsabilité essentielle.

Deux oreilles

Proverbe : « *la nature nous a donné deux oreilles mais une seule bouche, pour nous rappeler qu'il faut écouter plus que parler.* » Si un de vos proches sort un cliché comme les 13 titres en rouge des pages qui suivent, taper sur la table et proclamer qu'il n'y connaît rien, que vous vous savez, n'est pas la meilleure méthode.

Mieux vaut, mille fois, écouter cette personne, lui demander des exemples concrets (« des faux malades qui mènent la grande vie, tu en connais combien ? »), comprendre en quoi ça la met en colère (« toi tu n'as pas été soigné comme tu aurais dû ? ») et chercher avec elle des explications. On dit que les vampires craignent la lumière. Il en est de même pour les idées racistes ou néolibérales : elles prolifèrent dans la nuit de la propagande. Mais exposées à la réalité, elles s'enfuient !

Qui parle ?

La famille et les groupes d'amis nous offrent un cadeau : avec un peu de chance, il y aura autour de la table des femmes et des hommes, des cheveux blancs et des ados, des origines et des parcours de vie assez différents. Si on profitait vraiment de ce cadeau ? Par exemple, ce serait bien agréable pour moi, vieil homme blanc, d'expliquer à tout le monde ce que vivent les jeunes aux études, les femmes à la ménopause, ou les étrangers au boulot… Mais ne serait-ce pas un peu dommage ? Qui mieux qu'elle ou lui peut expliquer vraiment sa réalité ? Si l'oncle Denis après 9 verres de vin clame que les jeunes sont des bons à rien, je peux le contredire ; mais ne serait-ce pas mieux d'interroger avec bienveillance sa petite-fille sur ce qu'elle vit et ce qu'elle croit ?

C'est quel match ?

Ce n'est **pas** le match entre les **partis politiques** ! Ils font déjà assez de bruit comme ça, et souvent leurs discours change avec le vent… Si on veut éviter de perdre le nord, mieux vaut discuter des boussoles que des girouettes.

C'est le match entre deux visions du monde. Vous connaissez la nôtre : dans un pays de plus en plus riche, **il y en a assez pour tout le monde**. Assez pour la santé, l'école et la culture, pour les familles les malades et les vieux... L'équipe d'en face, c'est « le trumpisme d'après Trump ». L'individu Donald Trump passera, mais restera le trumpisme. A Mons, à Bruxelles ou à Paris, les *mini-Trump* agitent une vision du monde où les profits des ultra-riches justifient tout, où mentir est normal, tout comme agresser les femmes ou les étrangers. Un monde où les puissants dressent les unes contre les autres les victimes de leur violence.
Opposer les gens, n'est-ce pas parfois nécessaire ? Oui mais pour bien unir, il faut savoir bien diviser. La seule unité qui vaille est celle qui se base sur une division correcte. Pas moi contre ma voisine handicapée, pas vous contre votre collègue malade : elle et lui et nous, ensemble, contre nos oppresseurs communs.

Voilà la mission. Elle est difficile. Mais vous n'êtes pas seuls. Ensemble, chacun et chacune avec nos proches, nous sommes la digue contre le trumpisme. Pour notre dignité et notre avenir. Bon match !

Felipe Van Keirsbilck,
Secrétaire général

Manifester/faire grève, ça ne sert à rien

Tous nos droits ont été gagnés par des luttes : pensions, salaires indexés, congés payés… Celui qui nous prend de haut n'a qu'à cesser d'en profiter.

Pour ceux qui doutent vraiment : aujourd'hui encore, l'action collective obtient des résultats : des licenciements évités, des CDI gagnés, de nouveaux droits conquis. C'est tous les jours dans des milliers de boîtes en Belgique. Récemment, les mouvements étudiants en France ou en Serbie ont montré qu'une lutte déterminée peut gagner.

Face à l'Arizona, tout n'a pas été empêché, mais la mobilisation a permis de freiner certaines mesures et de protéger des milliers de personnes. Et surtout, ce n'est pas fini !

Manifester ou faire grève dérange, mais lorsque les règles sont injustes, c'est parfois le seul moyen de se faire entendre. Mieux lutter est toujours une discussion utile. Renoncer et accepter une vie toujours plus dure ne l'est pas.

Vous l'avez l'égalité !

Ah bon !? En Belgique, pour une heure de travail prestée, une femme du secteur privé gagne environ 10% de moins qu'un homme. Les femmes sont aussi largement surreprésentées dans la population des salariées ayant un régime de travail à temps partiel, voire des emplois précaires, avec des conséquences directes sur leurs futurs droits à la pension. Le plafond de verre freine encore leur accès aux postes de pouvoir. Et, trop souvent, lorsqu'elles rentrent à la maison après une journée de travail éreintante, ce sont elles qui assument de manière disproportionnée les charges du ménage et les soins à la famille.

Égalité, vraiment ? Non. Et la situation ne va pas en s'améliorant : réforme après réforme, l'Arizona fait reculer un peu plus les droits des femmes. Le premier pas, c'est d'en prendre conscience. Le second, c'est d'agir ensemble pour y remédier.

Chômeurs, tous profiteurs !

Le chômage n'est pas un cadeau, c'est une protection collective. Parce que si perdre son emploi signifie tomber dans la misère, alors les travailleurs n'ont plus le choix et les patrons ont tous les pouvoirs.
Et pendant qu'on regarde vers le bas, personne ne parle de ceux qui ne contribuent vraiment pas à la collectivité : les riches et les actionnaires qui évitent et fraudent l'impôt.
La réalité, c'est que la plupart des travailleurs sans emploi enchaînent de l'intérim des CDD… L'immense majorité n'a simplement pas accès à un emploi stable !
Et surtout, personne n'est à l'abri. Les licenciements chez Audi, GSK ou ailleurs nous le rappellent : aujourd'hui au travail, demain sans emploi.
Nos salaires sont trop bas, la vie au travail est dure, on souffre au quotidien. On essaie de nous faire croire que c'est la faute des chômeurs. Nos vies s'améliorent-t-elle parce qu'on rend le chômage moins protecteur ? Non. Alors à qui ça profite?

Mon voisin est en maladie, mais il bosse au noir !

Sous-entendu : mon voisin serait un faux malade. Mais faire semblant d'être malade n'est pas si simple : il faut un certificat médical et les médecins de la mutuelle contrôlent. Tu trouverais normal qu'on vienne vérifier chez toi si tu es vraiment malade ?
Et si les malades ne reviennent pas au boulot, c'est souvent que l'entreprise ne le permet pas : la plupart des temps partiels médicaux sont refusés, et dans 80% des cas, la procédure de retour au travail finit en licenciement sans préavis ni indemnité.
La fraude sociale existe mais elle est marginale. La fraude fiscale coûte 10 à 20 milliards par an, soit 20 à 40 fois plus que la fraude sociale. La plupart des allocataires travaillent ou voudraient travailler : temps partiels précaires, malades, personnes handicapées, parents solos… Pas des profiteurs, des gens qui s'accrochent.
La Sécurité sociale n'est pas une charité : chacun cotise à un moment et reçoit à un autre. C'est un filet de sécurité pour que personne ne s'effondre.

Supprimons les syndicats et l'économie s'en portera mieux !

Dans les faits, les syndicats sont plutôt des moteurs de l'économie ! En Europe, par exemple: les pays où le taux de syndicalisation est le plus élevé, sont très souvent les plus stables et les plus riches. C'est le cas du Danemark, de la Suède, la Finlande ou encore la Norvège.
Et puis, dire que les syndicats ruinent l'économie, c'est aussi oublier que ce sont eux qui ont obtenu les congés payés, la Sécurité sociale, l'indexation automatique des salaires ou encore de meilleures conditions de travail. Sans ces conquêtes sociales, les travailleurs seraient plus précaires, moins protégés et les entreprises n'y gagneraient certainement pas en efficacité ni en productivité.
Mais finalement, qu'est-ce qui ruine vraiment l'économie? Est-ce que ce sont les grèves ou les entreprises qui licencient par milliers alors qu'elles font du bénéfice, comme GSK ou Audi ? Et qu'est-ce qui coûte le plus cher à la collectivité : des assemblées du personnel ou l'évasion fiscale des multinationales ?
On peut ne pas aimer les syndicats et leurs actions, mais qui abuse réellement du système en place et des milliards de subsides publics sans conditions ?

Les jeunes, c'est tous des casseurs !

Quelques casseurs ne représentent pas toute une génération, comme quelques fraudeurs ne représentent pas tous les patrons.
Le sous-financement de l'enseignement, le licenciement collectif de centaines de travailleurs, la précarisation de l'emploi, l'explosion du coût de la vie ou le recul des droits sociaux sont des formes de violence. Elles ne produisent pas d'images spectaculaires pour les journaux télévisés, mais elles ont des conséquences profondes sur la santé, la dignité et les conditions de vie des gens.
Se focaliser exclusivement sur les débordements lors d'une manifestation risque de faire oublier la question de fond : quelles sont les causes de cette colère ?
Une vitrine brisée est visible immédiatement. Une existence fragilisée par des décisions économiques ou politiques l'est beaucoup moins. Pourtant, l'impact humain est bien plus important.

Tous les extrêmes se valent.

L'extrême droite part d'une idée simple : les êtres humains ne se valent pas. Elle trie selon la race, le genre ou l'orientation sexuelle, et veut restreindre nos libertés. L'extrême gauche, elle, défend l'égalité et la solidarité.

Pour les travailleurs, l'extrême droite est la pire ennemie : elle nous divise, s'attaque aux syndicats, vote contre la hausse du salaire minimum et protège les grandes fortunes.
Concernant la violence, si dans les cas de l'extrême gauche il s'agit souvent de dégradations matérielles, pour l'extrême droite, cela va jusqu'à des attentats de masse et des agressions contre les minorités. Les violences d'extrême droite sont beaucoup plus fréquentes et graves.

Mettre les deux dans le même sac sert à discréditer toute la gauche et à protéger l'ordre établi. Dans les années 1930, conservateurs et libéraux allemands ont préféré s'allier aux nazis plutôt de composer avec l'(extrême-)gauche, qui était représentée comme le plus grand danger de la société. On connaît la suite.

Il faut réduire la dette !

Les gouvernements actuels n'ont qu'un mot à la bouche, la « dette publique ». Celle-ci serait « insoutenable » et les marchés financiers qui financent notre dette seraient en passe de cesser de le faire. La « faillite » de la Belgique serait proche. Ce message alarmiste, largement répercuté par les médias mainstream, installe un climat d'angoisse dans la population utile pour rendre celle-ci plus docile par rapport aux multiples reculs actuels (des pensions à l'abonnement des TEC).

Mais si les politiciens ont si peur des marchés financiers, pourquoi assèchent-ils les recettes de l'Etat en offrant des cadeaux aux entreprises et aux plus riches (détaxation des héritages en Wallonie) ? Et pourquoi ne proposent-ils jamais de créer un autre système de financement de l'Etat, ne passant plus par les marchés financiers, comme cela s'est fait dans le passé même récent ? La peur des marchés financiers leur serait-elle finalement très utile pour justifier leurs choix antisociaux ?

Si on taxe les riches, ils vont tous quitter le pays !

Tout d'abord, les plus riches, en Belgique, ne paient que 23% d'impôts en moyenne contre 43% pour la majorité des travailleurs et travailleuses. Taxer les plus fortunés, ce n'est donc pas imposer une mesure anti-riches : c'est surtout ramener un peu de justice fiscale dans le pays.
À côté de ça, plusieurs pays appliquent déjà un impôt sur la fortune sans que ça ne pose de problème. En Norvège, qui est l'un des pays les plus riches au monde et qui est souvent pris en exemple pour sa stabilité, ça existe depuis le 19e siècle et tout le monde l'accepte. Même en France, ils ont imposé un impôt sur la fortune (ISF) entre 2011 et 2017. En 7 ans, cet ISF a rapporté 31 milliards d'euros de recettes à l'Etat français. Et combien de riches ont quitté le pays ? Moins de 0,25%, ce qui représente seulement 125 millions de perte.
Taxer les riches, ça ne va pas tuer l'économie ou vider nos villes. Au pire, ça fera pleurer quelques milliardaires. Mais ils auront toujours assez de billets en poche pour essuyer leurs larmes.

Le travail coûte trop cher.

Ce qu'on appelle « coût du travail », c'est notre salaire et notre Sécurité sociale : les soins de santé, les pensions, les allocations familiales ou les allocations de chômage. Ces « charges » sont en réalité du salaire socialisé. Les réduire, c'est raboter nos pensions futures, affaiblir nos hôpitaux ou diminuer les allocations. Moins de « coût du travail », c'est donc plus de pauvreté et plus de privatisation de nos besoins.

Regardons les chiffres : les travailleurs belges sont parmi les plus productifs d'Europe. Ces dernières années, ce qui a augmenté, ce ne sont pas les salaires, ce sont les marges bénéficiaires et les dividendes versés aux actionnaires.

Le refrain du « travail trop cher » sert surtout à justifier des baisses de cotisations et plus de précarité alors qu'en réalité, c'est le travail qui créée la richesse.

La science et l'IA vont nous sauver du réchauffement climatique

Cet été, 32.000 personnes dans 30 pays européens sont mortes à cause de la canicule. La Terre devient inhabitable et le sera toujours plus si nous ne réduisons pas drastiquement notre consommation de charbon, gaz et pétrole, principale cause du réchauffement. Cela suppose un changement radical de vision, de société, de système économique. Faire de la préservation de la nature et des humains la seule loi et obliger l'économie à s'y plier. À l'inverse de la logique actuelle. Concrètement : recentrer le système productif sur les besoins essentiels, partager les richesses, développer les services publics et non marchands, cesser les aventures suicidaires (guerres, course aux armements, etc.). Cela ne se fera pas sans lutte. Car pour la plupart des politiciens, il faut surtout ne rien changer. C'est-à-dire faire croire que quelques nouvelles technologies « vertes » feront l'affaire. Ce technosolutionnisme a prouvé ses limites, notamment à cause de l'« effet rebond » (plus d'efficience mais plus de consommation). Sans rejeter la technologie, il nous faut surtout un changement de mentalité et de système économique.

Les immigrés sont des assistés et volent nos emplois !

Il faut choisir : les immigrés ne peuvent pas être trop paresseux pour travailler et, en même temps, nous voler nos emplois.
En réalité, les personnes immigrées occupent souvent des emplois essentiels dans le nettoyage, les soins de santé, les transports, la construction ou l'Horeca. Elles travaillent souvent dans des conditions difficiles et sont surreprésentées dans les métiers les plus pénibles. Elles cotisent pour la Sécurité sociale, paient des impôts et contribuent davantage à la richesse collective qu'elles ne coûtent aux finances publiques.
Opposer les travailleurs entre eux en accusant les immigrés d'être à la fois des « assistés » et des « voleurs d'emplois » est une vieille recette pour détourner l'attention des vrais responsables des difficultés sociales : les bas salaires, la précarisation du travail, le dumping social et les choix politiques qui affaiblissent les droits.
Le problème n'est pas l'immigré qui travaille à vos côtés. Le problème, c'est un système qui organise la mise en concurrence des travailleurs au profit d'une minorité.

Avec tous les quotas, si on est un homme blanc, on est discriminé

Le but des quotas est légitime : garantir la représentativité des minorités et lutter ainsi contre la discrimination. Si ceux qui détiennent le pouvoir en cédaient d'eux-mêmes une part, les quotas seraient superflus. Mais l'expérience montre que, sans contrainte, il est difficile de renoncer à ses privilèges.

Et cela fonctionne ! Regardons les chiffres de la représentativité des femmes dans les conseils d'entreprise, en Belgique, avant et après l'adoption de la loi de 2011 fixant des quotas. En 2008, ce chiffre s'élevait à 9,2%, et en 2024, à 37,3%. Or, dans les entreprises, comme d'ailleurs en politique, ne souhaitons-nous pas que les décideurs représentent effectivement la diversité des travailleurs ?

Cela dit Messieurs, rassurez-vous, quotas ou pas, vous avez toujours aujourd'hui presque 2 fois plus de chances de siéger au conseil d'entreprise que votre homologue féminine.



Ed. resp. : Felipe Van Keirsbilck - 52 avenue Robert Schuman - 1401 Nivelles